

COMITE DIRECTEUR
INTERVENTION DE PIERRE MAUROY
le 7 octobre 1989

Chers camarades,

Avec ce Comité Directeur du 7 octobre, nous voici entrés dans la phase institutionnelle de préparation du Congrès de Rennes : l'étape des contributions. Le débat est dans la nature même de notre parti. Il est une chance si nous savons le conduire. Je l'ai voulu ainsi comme Premier Secrétaire en m'adressant directement dès juin dernier à l'ensemble des militants. Ils m'ont largement répondu. Et nous rendons compte, semaine après semaine, de cette correspondance dans "Vendredi". Je veux dès maintenant remercier toutes celles et tous ceux qui ont accepté de réfléchir, de proposer, de critiquer, en soulignant surtout l'identité du Parti Socialiste et leur refus d'un parti d'en-haut qui débattrait et d'un parti d'en-bas qui subirait.

Le débat s'appuie sur la diversité qui doit préserver notre capacité de rassemblement. Il en est ainsi depuis l'acte fondateur d'Epinay suivi des assises du socialisme. Le débat doit toujours garder le souci de notre unité. Le Parti Socialiste réussit quand il est rassemblé. Comment prétendre influencer sur l'avenir si on n'est pas capable de trouver entre nous les dénominateurs communs, qui sont bien plus nombreux que nous ne le pensons nous-mêmes.

Le monde bouge à l'Est. Bougera-t-il aussi fortement que nous le prédisent certains ? Sakharov avait il y a trois ans authentifié aux yeux du monde la pérestroïka. Il lançait il y a quelques jours un cri d'alarme, dans un interview au journal Le Monde. Je l'ai pour ma part reçu comme un appel.

Appel à la lucidité d'abord : le bris de l'économie soviétique ne débouchera pas inévitablement sur l'effondrement du modèle idéologique. C'est un communisme régénéré que souhaite instaurer la nouvelle direction soviétique. Mais ce projet contribuera à alimenter ce formidable débat idéologique qui nous a opposés, socialistes et communistes, et qui pourrait demain nous rapprocher, façonnant ainsi le XXIème siècle tout entier.

Appel à la solidarité ensuite. Le thème d'une nouvelle coopération avec l'Est, soit sous la forme d'un plan européen, soit par des initiatives bilatérales, devrait nous solliciter.

Appel à la vigilance enfin : l'affrontement Est-Ouest depuis quarante ans a contribué à rejeter des conflits sous-jacents à la périphérie. Aujourd'hui, ces conflits peuvent renaître au coeur même de l'Europe: le rapprochement des deux Allemagne met-il en jeu la construction communautaire ? Les Etats des Balkans, aux frontières évanescences, vont-ils recommencer à s'affronter ? Comment le communisme international, aujourd'hui défait, va-t-il surmonter sa crise existentielle ?

On pourrait aller très loin dans cette énumération. Un peu de science fiction est entré dans notre horizon politique. Le long terme s'est rapproché de nous et le congrès de Rennes est la grande occasion d'exprimer notre analyse commune sur des événements qui apparaissaient encore, il y a quelques années, hors du temps.

La France n'échappe pas aux contradictions d'une période à la fois passionnante et inquiétante. Les sondages, avec le retour de la croissance, décrivent chez les français une satisfaction de mieux-vivre, en tout cas un retour de l'optimisme pour l'avenir. Nous n'avons d'ailleurs pas à nous plaindre : l'adhésion à l'action du Président de la République reste forte. Le gouvernement jouit d'une côte de popularité satisfaisante. Et le Parti Socialiste lui-même auquel la SOFRES vient de consacrer une enquête tout à fait passionnante jouit d'une image extrêmement positive. Pour un peu, il n'y aurait que le Comité Directeur pour constater que tout ne va pas si bien au Parti Socialiste !

Gérard Le Gall vous détaillera les leçons à tirer des chiffres publiés par Le Figaro. Globalement, les français font confiance davantage au PS qu'à la droite pour lutter contre le chômage, pour réformer la société mais aussi, et c'est assez nouveau, pour assurer la sécurité de la France, lutter contre l'insécurité et le terrorisme, ou garantir l'unité des français.

Et cependant la rumeur sociale gonfle, des mécontentements s'amplifient, des conflits sociaux paralysent plusieurs secteurs. Des élections cantonales partielles marquent un réel fléchissement. Faut-il s'alarmer ? Sans doute ! S'interroger en tout cas, et aussi poursuivre notre réflexion sur le partage d'une croissance retrouvée qu'il faut aussi consolider.

Le gouvernement se trouve toujours aux prises avec des conflits catégoriels. Dans le cas des prisons c'est tout à fait logiquement qu'il a dû user de fermeté face à des formes de luttes qui ont pris un tour inacceptable. Encore convient-il de souligner que la tentative de privatisation du secteur pénitentiaire tentée par Monsieur Chalandon a créé un réel malaise chez des hommes et des femmes animés de la volonté de service public. Désacraliser une fonction n'est jamais gratuit !

La manifestation des agents des impôts révèle l'étendue d'un malaise persistant. Le parti et les parlementaires l'ont tout particulièrement ressenti et nous avons agi en conséquence auprès du gouvernement pour lui exprimer un point de vue si largement partagé que je n'éprouve pas le besoin de le détailler.

Le conflit Peugeot doit retenir toute notre attention. Il ne s'agit pas seulement d'un de ces conflits typiques des périodes de sortie de crise. Ce qui est en jeu plus profondément, c'est la qualité du dialogue dans l'entreprise, et aussi la place des organisations syndicales au sein de notre société. En cherchant à casser toutes formes d'actions syndicales au sein de son groupe, M. Calvet s'est réduit à une impasse. Et en définitive il devra marquer des buts contre son camp. Le syndicalisme n'est pas seulement indispensable aux salariés. Il le devient pour les chefs d'entreprise eux-mêmes ! Du moins pour ceux, de plus en plus nombreux, qui comprennent et acceptent l'évolution en cours.

Mais, faire appliquer la loi ne suffit pas quand cette loi se caractérise... par le vide juridique. A Goteborg chez Volvo un médiateur aurait été nommé au bout de quelques heures. Chez Volkswagen au bout de quelques jours. Ces entreprises ont traversé des conflits. Mais leur image de marque n'en a pas souffert parce que la négociation s'est ouverte immédiatement. Cette place de droit que nous voyons à la négociation au sein de l'entreprise, seule la loi peut la rétablir. A nous de le proposer.

Il nous faut sérieusement étudier l'idée d'un recours obligatoire à une procédure de conciliation ou de rapprochement entre les parties lorsqu'un conflit dure au-delà d'un certain temps. Ces pratiques en vigueur en Allemagne ou dans les pays scandinaves n'ont jamais entâché leur équilibre économique ni la santé de leur monnaie.

* *

*

Mes chers camarades, n'ayant pas signé de contribution, je me suis en quelque sorte donné le loisir d'écouter ceux qui s'exprimaient, sous forme de colloques, de conférences de presse, et parfois de contributions !

Après des années de libéralisme arrogant et dominant, le balancier est en train de revenir vers nous. Une large majorité de français aspire à plus de solidarité et de justice sociale. Nous disons au gouvernement qu'il doit y veiller dans ses choix fiscaux et dans sa

politique salariale. Il le fait d'ailleurs, avec un temps de retard, avec son pacte pour l'emploi, son plan de revalorisation de la catégorie B de la Fonction Publique, le pacte national de croissance, ou les mesures en faveur du logement social.

Il est vrai que nous rencontrons, notamment à l'occasion de l'élaboration du budget 90, des problèmes de fond que nous ne pouvons pas négliger, et qui en fait traduisent les difficultés que nous allons rencontrer au cours des années qui viennent.

Ainsi de la fiscalité. Nous ne pouvons pas nous laisser passivement dicter notre réforme fiscale par l'Europe. Le modèle de la commission européenne reste majoritairement libéral. L'encouragement à la baisse sur la fiscalité sur l'épargne - 4 milliards dès le budget 90 - ne va pas, chacun le comprend, dans le sens d'une redistribution des richesses. La baisse de la TVA sur les produits de luxe, même s'agissant d'un impôt indirect, a plus de répercussions positives pour les revenus élevés.

Et de fait c'est tout notre système fiscal qu'il faut repenser pour maintenir sa capacité redistributive. On ne se contentera pas de réductions fiscales sans penser aux recettes de substitution ! L'Europe nous offre l'avantage d'une nouvelle croissance, elle fournit d'incontestables avantages économiques mais elle favorise les politiques conservatrices. A nous d'agir en conséquence.

Ainsi pour l'entreprise. Depuis 1982 nous avons fondé le retour à la croissance sur une diminution des charges des entreprises. Cette politique était nécessaire pour rétablir la compétitivité de notre économie. Le septennat de Giscard d'Estaing avait en effet fait peser le poids de la crise sur les entreprises.

Mais nous avons désormais fortement réduit les charges et réabli la capacité concurrentielle de notre industrie. Faut-il aller encore plus loin dans cette politique en abaissant l'impôt sur les sociétés ?

N'existe-t-il pas d'autres moyens de relancer l'initiative par un allègement de la fiscalité des entreprises nouvellement créées, en favorisant la transmission des entreprises, par une relance de l'aide aux investissements ?

Ainsi posés, ces problèmes n'ont pas à nous diviser gravement, ils nous interpellent collectivement et nous avons à apporter ensemble des réponses.

Sommes-nous en désaccord sur nos alliances ? Je constate qu'aujourd'hui personne ne réclame l'alliance avec le centre. Je lis "à gauche" dans toutes les contributions. Au point même d'en être surpris ! Mais je ne suspecte aucune intention. J'en prends acte d'autant mieux que lorsque Marcel Debarge et moi-même avons négocié avec le Parti Communiste l'accord municipal qui a permis d'obtenir la meilleure implantation de notre histoire municipale, l'ensemble du Parti s'est retrouvé unanime sur nos positions. En dépit des critiques et des dissidences plus nombreuses qu'à l'accoutumée.

Sommes-nous en désaccord sur la nature du Parti ? Personne ne souhaite édifier un Parti à l'américaine, une organisation réduite au seul enjeu présidentiel. Personne ne propose de lier étroitement notre parti à l'enjeu d'une élection qui le livrerait au vide en cas d'échec, et à la disparition en cas de succès.

Sommes-nous en désaccord sur l'Europe ? Je ne le crois pas. Personne ne propose de remettre en cause la démarche européenne. Personne ne dit non plus que nous avons à accepter telle quelle la construction européenne. Et je reprends ici à dessein une expression de Jacques Delors qui a estimé lui-même, lors des Journées Parlementaires, que nous n'en faisons pas assez pour refuser ce qui n'était pas acceptable.

Nous avons une chance à Rennes de mener un débat positif. Ce peut être un congrès de construction d'idées et de projets. Le renforcement de la compétitivité de l'économie ne s'appuie plus seulement sur des mesures macro-économiques, elle résulte de plus en plus directement des réformes touchant à l'organisation même de notre société. La mise en chantier de la société d'économie mixte dans toutes ses composantes, la réforme de l'entreprise, la décentralisation, l'adaptation et la revalorisation du secteur public ... Quelle chance d'avoir un si vaste champ pour le débat !

*

*

*

LA VIE INTERNE DU PARTI

Depuis l'élection présidentielle de mai 88, nous avons été entièrement mobilisés par des élections à répétition que nous avons toutes gagnées avec plus ou moins de succès mais en élargissant chaque fois notre territoire et par une action politique forte pour

affiner notre ligne d'orientation, soutenir le gouvernement tout en proposant et en aiguillonnant.

A six mois du Congrès de Rennes nous devons procéder à un examen lucide de l'état de notre parti et surtout avancer des propositions pour le prochain exercice ou d'application immédiate. Les sujets ne manquent pas.

- la déclaration de principes

Je prends l'initiative d'une table ronde ouverte aux représentants des sensibilités pour relire notre déclaration de principes, la compléter et l'adopter. La discussion nous conduira à une proposition commune ou à des reprises dans les motions de janvier.

- révision statutaire

Rien n'est plus dommageable que des statuts qui ne sont pas appliqués. Nous avons collectivement pris l'habitude de ne pas obéir à quelques dispositions statutaires. Le choix est de les abandonner ou de les confirmer avec l'obligation de s'y soumettre. Exemples: les clefs de répartition entre militants et élus aux postes de responsabilité du parti; le quota féminin.

Je vous propose de soumettre au CD de décembre l'ensemble des propositions statutaires émises soit pour une motion commune, soit pour des reprises séparées dans les motions de janvier.

- la Convention de Chatellerault, le 13 mars 88, consacrée au rôle et à la représentation des femmes dans le Parti, a pris d'importantes décisions. Certaines de ces décisions seront applicables dès ce CD,

d'autres appellent des modifications statutaires et vous seront soumises en décembre.

- vers un grand parti moderne

La décision a été prise à Chatellerault de créer une association de sympathisants pour accroître notre rayonnement. Incompatible avec nos habitudes d'hier, cette création devrait devenir le premier élément du grand ensemble à créer en ajoutant à nos 200 000 militants des dizaines de milliers de sympathisants qui souhaitent nous aider autrement.

Notre hebdomadaire "Vendredi", que nous avons créé en dépit de difficultés, pour répondre entre autres à la nécessité de notre élargissement, pourrait devenir l'outil de la modernisation d'un PS à double niveau : celui des militants avec leurs droits et leurs devoirs, celui des sympathisants. Il serait d'ailleurs facile de concevoir d'autres activités "affinitaires" que celles proposées par nos militants pour élargir le cercle. Mais nous sommes déjà là dans la discussion du Congrès. Cet exemple montre comment ce qui n'est pas statutairement acceptable aujourd'hui pourrait l'être demain si nous voulons ensemble moderniser le Parti.

- donner un nouveau souffle au Groupe des Experts qui a repris ses activités fin 88. Où en sommes-nous actuellement? Sur le plan national, 7 ateliers fonctionnent de manière assidue et efficace. Ils vont publier leurs travaux ou organiser des colloques. Des expériences de régionalisation sont en cours en Ile de France et en Languedoc Roussillon.

Nous vous proposons de tenir deux colloques dans les mois qui viennent pour mieux établir les liaisons de travail et d'échanges entre le groupe des Experts et notre Parti. Des groupes d'experts pourraient être mis en place au niveau départemental ou au niveau d'une commune.

- rayonnement international

Dans bien des pays du Tiers-Monde , des socialistes attendent notre aide et pour le moins souhaitent partager notre réflexion,confronter leurs idées aux nôtres. Bref,ils attendent du PS une organisation internationale qu'il nous faudra de patientes années pour construire, à partir d'une ou plusieurs associations ou d'une fondation. Le CD d'aujourd'hui devrait prendre des décisions attendues.

D'autres décisions relèvent de la discussion en cours et seront tranchées au Congrès de Rennes. L'une sera au coeur du débat,celle d'un Comité Directeur rénové. C'est possible sans revenir sur l'application de la proportionnelle, en permettant à notre instance d'être représentative des courants mais aussi des fédérations - mieux que jusqu'ici- représentatives des militants. Je propose de tenir "table ouverte" sur le sujet pour progresser vers une proposition commune au Congrès de Rennes.

Le débat est ouvert !